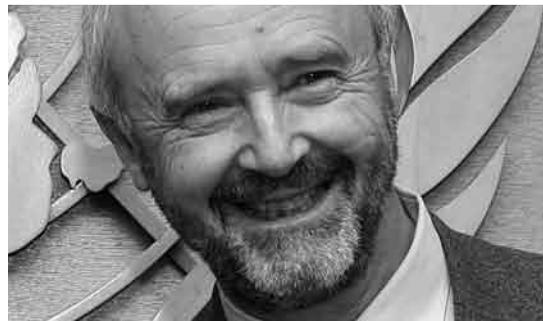


AGIR, PAS GÉMIR !

Brice LALONDE



La conférence de l'ONU sur le Développement Durable, organisée à Rio en juin 2012, a été l'occasion pour la société civile et les ONG de faire entendre leurs voix et propositions. Un projet, appelé « ScenaRio 2012 », a dressé un portrait inédit de la jeunesse mondiale sous l'angle du développement durable : ses aspirations, ses craintes, sa perception de la mondialisation... 30 000 jeunes âgés de 16 à 29 ans, issus de 30 pays des 5 continents, ont été interrogés par l'institut TNS Opinion. Un projet né de la volonté commune de Nomadeis (Cédric Baecher et Nicolas Dutreix) et de la Fondapol (Dominique Reynié). Il a été appuyé par 100 personnalités mondiales de haut niveau et a obtenu le soutien de six agences de l'ONU, de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de quatre entreprises. L'ancien Ministre de l'Environnement Brice Lalonde, Coordinateur exécutif de Rio+20 nommé par le Secrétaire Général des Nations Unies, adresse son message à la jeunesse : agir, pas gémir.

La REVUE CIVIQUE : Tous les médias ont souligné le caractère très décevant du « Sommet de Rio+20 », les faibles engagements des États pour le Développement Durable : comment expliquez-vous cette faiblesse des engagements étatiques et n'est-ce pas source d'une grande déception pour la jeunesse ?

Brice LALONDE : La conférence de Rio a été une belle illustration de l'expression de Marshall Mac Luhan, l'inventeur du « Village Planétaire ». Il disait que le vrai message n'était pas le contenu qui était transmis, mais plutôt le *medium* qui le transmettait. De même, « c'est la conférence qui est le message, non la déclaration ». La forte présence de la jeunesse, notamment via les médias sociaux, des entreprises, des collectivités locales, des scientifiques, des juristes, et des chefs d'État font de cet événement une réussite en soi. De nombreux engagements ont été pris, il faut maintenant les tenir et créer une institution pour parfaire ces promesses politiques et en vérifier la mise en oeuvre. Les engagements des banques de développement, entreprises, municipalités, académies représentent 600 milliards de dollars, c'est quand même beaucoup d'argent ! Il y a eu aussi un accord politique : pour 193 pays, le Développement Durable est une priorité. C'est cette déclaration qui est importante, elle ouvre toutes les portes.

Après, il est vrai que pour une majorité de pays, la Terre apparaît encore comme plate et sans limites. Il y a encore cette réticence à accepter que la croissance économique s'inscrive dans un monde fini. C'est une première difficulté. De mon point de vue d'écologiste, je pense que l'économie et l'écologie sont consubstantiellement imbriquées. La question n'est pas de protéger l'environnement mais de brancher directement l'économie et la vie des

sociétés sur les mécanismes fondamentaux de la biosphère. L'idée d'économie verte est un premier pas, mais elle n'a pas pénétré notre manière de gouverner et pour la plupart des diplomates, si l'environnement est important, il n'est pas encore crucial, ni fondamental.

Nous avons une deuxième difficulté, c'est le changement de paradigme de l'économie, comme on dit. Tout le monde souhaite ce changement, mais il n'est pas encore là, parce que dans le domaine de l'économie écologique, l'Adam Smith de l'économie verte n'a pas encore écrit son manifeste... On ne sait pas très bien comment il faut faire, par où il faut commencer.

Troisième difficulté, nous ne sommes pas encore dans la gouvernance planétaire, contrairement à ce que les jeunes voudraient et notamment les femmes. Nous sommes encore dans un système inter-national, avec une organisation des Nations Unies qui a été créée pour régler les conflits entre États mais pas les problèmes relatifs aux biens communs planétaires.

SENTIMENT DE CIVISME PLANÉTAIRE

Mais avec Rio+20, les chemins se sont ouverts un peu partout. Par exemple, il y a trois initiatives pour l'évaluation et la prise en compte du capital naturel par les banques, les entreprises et les États. La conférence a donné au monde, et surtout à la jeunesse, un énorme programme de travail.

Pourquoi avez-vous soutenu l'initiative ScenRio 2012 ? En quoi la jeunesse peut-elle devenir un levier d'action en faveur du développement durable ?

La conférence Rio+20 traite des 20 prochaines années. Beaucoup de personnes ont fait l'erreur de considérer ce sommet comme un bilan de Rio 1992. C'est une conférence tournée vers l'avenir et donc prioritairement vers la jeunesse. Le service démographique des Nations Unies nous a expliqué que jamais la jeunesse n'a été aussi nombreuse dans la population mondiale actuelle, c'est donc un acteur déterminant, symbolisé à Rio+20 par le discours d'ouverture de la jeune néo-zélandaise Britany Triford.

Une des premières raisons de mon soutien à l'étude ScenaRio, c'est qu'elle est un condensé de ce que la jeunesse pense à travers le monde, de la manière dont elle se projette plus ou moins bien dans l'avenir avec nos fondements actuels. On ne peut pas ignorer ses visions. La deuxième raison, c'est qu'en tant que militant ou ancien militant, je ne crois pas qu'une conférence intergouvernementale, à elle seule, fasse le printemps. Je pense qu'au contraire, il faut qu'un sentiment de civisme planétaire soit porté par la société civile et que la jeunesse, qui possède une conscience vive de ce sentiment, n'hésite pas à entrer en lutte. Les derniers à le porter ce sont les gouvernements, parce que la plupart de leurs institutions défendent l'intérêt national. L'intérêt planétaire est encore loin de leur prisme de négociation. Donc comment peut-on inventer ou faire émerger un sentiment civique à l'échelle de la planète ? La réponse est à chercher du côté des collectivités locales ou même des villes. L'étude ScenaRio en interrogeant 30 000 jeunes a été une belle manière d'y contribuer. En tant que coordinateur de Rio+20, ma mission était de faire en sorte que tous les acteurs soient présents mais aussi que le plus de problèmes possibles soient rendus visibles.

Un grand facteur d'incompréhension des jeunes était d'entendre dire que les chefs d'État allaient négocier à Rio+20 alors que les négociations étaient déjà quasiment terminées. A quoi servent vraiment les chefs d'État, où est leur leadership ?

Il aurait fallu que les chefs d'État se réunissent avant la conférence pour donner les instructions, mais cela ne s'est pas produit. A mon avis, le travail du diplomate consiste à bien résumer une situation, nettoyer le projet d'accord d'un maximum de paramètres, et arriver devant les chefs d'État en présentant les deux ou trois grandes options, puis attendre l'arbitrage. Mais pour d'autres, le diplomate se substitue au chef d'État pour lui éviter d'avoir à travailler. Pendant la préparation, certains diplomates ont même conseillé à leurs chefs d'État de ne pas venir : « n'y allez pas, c'est désorganisé, il n'y aura pas d'accord ». A la conférence de Copenhague sur le climat en 2009, les chefs d'État sont arrivés alors qu'aucune négociation n'était bouclée. Ils ont fait leur travail contrairement à ce que beaucoup imaginent.

LA VOLONTÉ DES BRÉSILIENS

Je ne pense pas qu'il puisse exister un destin pour des responsables politiques ni pour une nation, qui n'intègre pas le service rendu à l'humanité et à la planète. Dans cette conférence, il nous a manqué un leadership politique avec cette vision, même si les diplomates brésiliens ont fait d'énormes d'efforts. Les Brésiliens ont en effet voulu assurer l'accord et s'ils ont refusé la création d'une OME (Organisation Mondiale de l'Environnement), ils ont accepté que le PNUE (*United Nations Environment Program*) soit « *strengthened and*

upgraded » [renforcé et élevé]. Ils ont été très efficaces à la fin des négociations pour obtenir un accord unanime, qui est finalement plutôt ouvert et favorable aux pays en développement. Cela traduit le rapport de force actuel aux Nations Unies. Mais en même temps, les pays développés ont fait savoir qu'ils ne disposaient pas, en ce moment, d'argent supplémentaire dans leurs budgets pour l'aide publique au développement. Il y a eu un certain réalisme avec l'idée que l'approche du financement du développement est à revoir. Il faudrait en effet moderniser la compréhension des mécanismes financiers du développement surtout aux Nations Unies.

On dit que l'Environnement s'est dégradé depuis 1992, on peut dire aussi que certains pays ont particulièrement connu un énorme succès économique, les « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine). Un nombre très important d'êtres humains sont sortis de la pauvreté. Mais l'idée se répand que les pays pauvres peuvent rattraper les pays riches, à condition que ceux-ci réduisent leur empreinte écologique. La conférence a donc adopté un programme de 10 ans de promotion d'un mode de consommation et de production durables. C'est la première fois qu'il y a une espèce d'infléchissement où on ne considère pas comme évidente une croissance indéfinie de la production et de la consommation de biens matériels.

Comment faire en sorte qu'une gouvernance mondiale de l'Environnement soit un jour possible, et quelle proposition permettrait d'enclencher un processus de manière réaliste ?

Je pense que le processus pour une gouvernance mondiale est enclenché, mais il est lent dans la mesure où nous avons une forte réti-

cence de nombreux pays. Une majorité des grands pays craignait qu'un pouvoir supranational menace leurs intérêts nationaux. Peu de personnes ont encore une idée de l'Environnement planétaire ou de la biosphère. Pour la plupart du temps, c'est l'eau, l'air, l'environnement voisin qui prévaut, ce qui fait qu'on a une vision morcelée de l'Environnement. A cause de cette situation, la communauté internationale a créé un avorton en 1972, le PNUE, qui n'a pas les moyens de prendre de décisions. Le PNUE doit en référer à l'assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, devant l'urgence d'un certain nombre de problèmes globaux, la communauté internationale a créé des conventions qui organisent une sorte de gouvernance par thèmes (climat, biodiversité...). L'environnement global est donc découpé en problématiques autonomes qui se font concurrence. Le problème du trou de la couche d'ozone est résolu en accroissant le changement climatique, tandis que celui-ci est retardé par la plantation de milliers d'hectares d'eucalyptus, qui dégradent la biodiversité. Il y a une absence totale de coordination entre les différentes conventions et cette absence est préjudiciable pour la gestion de l'environnement global. Il faut établir des priorités dans la lutte contre la raréfaction des ressources.

**LES PROPHÉTIES
DU MALHEUR**

Comment peut-on faire ? Je pense que progressivement les diplomates s'ouvrent à toutes ces idées mais le dialogue entre les scientifiques et les politiques n'est pas évident. Les experts se laissent souvent aller à des raisonnements un peu spectaculaires en évoquant des « points de non retour ». Ces prophéties de malheur sont peu efficaces car

beaucoup de politiques sont gagnés par le scepticisme. Les sciences de la planète sont balbutiantes, on ne voit la planète depuis l'espace que depuis 40 ans. C'est encore difficile pour les scientifiques d'exprimer des opinions tranchées et puis si elles sont trop tranchées, elles ne sont plus scientifiques. Nous sommes toujours sur une pente néoclassique, où pour protéger l'Environnement il vaut mieux se développer.

Quelles sont les véritables avancées que l'Europe a permises ?

L'Europe s'est réveillée un peu tard. Elle est restée très environnementale mais elle a proposé des objectifs et un calendrier. Elle a aussi proposé la création d'une agence spécialisée sur l'environnement (OME). Mais elle n'est pas apparue assez forte politiquement. Elle a cependant joué un rôle important en affichant une proximité de ses positions avec celles de l'Afrique, ce qui est de bon augure.

Qu'attendez-vous de la jeunesse d'aujourd'hui ?

La même chose que ce que j'attends des aînés, qu'ils aient l'enthousiasme, qu'ils croient en un idéal et qu'ils le suivent. Quand on est plus âgé, on a tendance à être plus accommodant avec les retards, les délais, les obstacles. Quand on est plus jeune, on a tendance à foncer davantage, à être plus en accord avec ses idéaux. On a besoin de jeunes gens convaincus, actifs, solidaires et pleins de bon sens.

On a besoin d'ingénieurs. Beaucoup de nos contemporains ont peur des nouvelles techniques. Il est vrai que certaines nous ont échaudés, mais on a besoin de techniques. Il nous faut une nouvelle génération d'ingénieurs pour développer les techniques du développement tenable.

Le défi est de la même ampleur que la révolution néolithique, durant laquelle l'humanité est passée de l'état de chasseurs-cueilleurs à celui d'agriculteurs, ce qui avait alors permis de réduire la pression sur les ressources. Aujourd'hui, il faut aller beaucoup plus vite. Je ne sais pas ce que l'on va inventer, mais il faut développer une nouvelle relation à la nature. On va sans doute devoir changer nos modes de vie et cela réclame de nouvelles techniques.

Mais pour cela, il faut accepter de prendre des risques en mêlant l'imagination à la détermination, sinon on n'avancera pas. Voilà ce que j'espère de la jeunesse.

Propos recueillis par Ariane METAIS
et Cédric BAECHER

M. Brice Lalonde a été nommé Coordinateur Exécutif pour Rio+20 par le Secrétaire Général des Nations Unies le 1^{er} janvier 2011. Auparavant, il a été Ambassadeur chargé des négociations internationales sur le changement climatique pour la France, Ministre de l'Environnement et Président de la Table Ronde sur le Développement Durable au sein de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). Brice Lalonde est diplômé de l'Université de la Sorbonne en Lettres et de l'Université Panthéon-Assas en Droit.

Voici le lien pour la publication des premiers résultats de l'étude TNS ScenaRio 2012 :
<http://www.scenario2012.org/dl/2011/01/RIO-MAK-VIII-2012-06-09-20Mo.pdf>